



Doc. 15928

14 février 2024

La détention de journalistes dans les prisons en Europe et l'effet dissuasif sur la liberté des médias

Question écrite n° 791 au Comité des Ministres

de Mme Laura CASTEL, Espagne, Groupe pour la gauche unitaire européenne

Selon la Plateforme du Conseil de l'Europe pour la Sécurité des journalistes, 54 journalistes et autres acteurs des médias sont actuellement en détention dans les Etats membres.

Le rapport de l'Assemblée parlementaire sur lequel se base la [Résolution 2532 \(2024\)](#) "Garantir la liberté des médias et la sécurité des journalistes: une obligation des États membres" qu'elle a adoptée le 25 janvier 2024, rappelle que de nombreux journalistes sont toujours détenus en Türkiye et en Azerbaïdjan. Au Royaume-Uni, Julien Assange est incarcéré depuis 5 ans dans une prison de haute sécurité, poursuivi pour avoir dénoncé des crimes de guerre et tortures. Le journaliste espagnol Pablo González est détenu en Pologne depuis le 28 février 2022, au secret en isolement cellulaire, sans aucun contact avec sa famille. Sa détention provisoire a été prolongée pour la septième fois, sans preuves et sur la base d'accusations non fondées, violant ainsi la présomption d'innocence. Les associations de journalistes espagnols dénoncent le manque de transparence de la part des autorités polonaises.

M^{me} Castel

demande au Comité des Ministres:

Comment le Comité des Ministres compte-t-il assurer le respect des garanties offertes par la Convention européenne des droits de l'homme aux journalistes et combattre l'effet dissuasif sur la liberté d'expression et des médias?

